

# **Turquie : Ankara se lance dans une opération « mains propres »**

mardi 29 décembre 2009, par [Laure Marchand](#)

**Le Figaro, Laure Marchand, à Istanbul  
28/01/2009**

Les vagues d'arrestations se multiplient au sein d'Ergenekon, un réseau soupçonné de tentative de putsch.

Presque plus un jour ne se passe en Turquie sans que les chaînes de télévision ne diffusent un bulletin spécial sur les derniers rebondissements de l'affaire Ergenekon, ce réseau accusé d'avoir planifié des actions violentes en vue de renverser le gouvernement islamo-conservateur.

Dimanche, la onzième vague d'arrestations a donné lieu à l'inculpation de dix policiers, membres d'une unité spéciale, et de sept militaires. Il y a trois semaines déjà, 33 autres personnes avaient été arrêtées, dont des généraux à la retraite et Ibrahim Sahin, un ancien chef de la police déjà condamné dans le scandale politico-mafieux de Susurluk, à la fin des années 1990. Sur la base d'un croquis trouvé à son domicile, une cache, découverte dans la foulée dans un bois proche d'Ankara, qui contenait des lance-roquettes, des mitrailleurs et des grenades a également contribué à relancer l'enquête. Selon les médias, ces coups de filet auraient notamment permis de déjouer l'assassinat du représentant de la communauté arménienne de la ville de Sivas, en Anatolie.

Alors que 86 personnes - des officiers à la retraite, criminels, journalistes, avocats - sont déjà jugées pour appartenance au réseau putschiste présumé depuis le mois d'octobre, la multiplication des arrestations contribue à consolider les positions tant des détracteurs que des partisans de cette investigation. L'opposition nationaliste, le Parti républicain du peuple (CHP), a ainsi de nouveau accusé le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir d'en profiter pour régler ses comptes avec ses adversaires, accusant le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, de « manipulation » et de mener « une dictature péroniste ».

## **Mystérieux personnage**

Pour tenter de faire retomber la pression politique, le président de la République, Abdullah Gül, a réuni la semaine dernière le gotha judiciaire, législatif et exécutif au palais de Cankaya. À l'issue du déjeuner, un communiqué présidentiel a insisté sur le nécessaire respect de « la suprématie de la loi », qui instaurera « un climat de confiance ». La conduite de l'enquête a en effet été critiquée à plusieurs reprises : le premier acte d'accusation comporterait notamment des lacunes, les journalistes sont régulièrement prévenus à l'avance des perquisitions...

Et parfois, l'affaire Ergenekon prend une tournure rocambolesque. Comme avec l'interview de Tuncay Guney, un rabbin turc exilé au Canada, qui a été diffusée sur la télévision publique mercredi dernier. Mi-suspect mi-témoin, ce mystérieux personnage, présenté comme un collaborateur du MIT, les services de renseignements turcs, a accusé de nombreuses personnalités de faire partie de la cellule terroriste.

Malgré tout, la majorité des Turcs, plus de 60 %, selon un sondage publié lundi par le quotidien libéral Milliyet, croit en l'existence d'Ergenekon, même si un quart des sondés estiment en même temps que la mise en cause de certaines personnes vise à intimider l'opinion. Et pour tous ceux qui dénoncent depuis des années l'existence de ce que l'on appelle ici l'« État profond », une structure nichée au sein de l'État

avec des ramifications mafieuses et accusée de dizaines d'assassinats depuis les années 1970, le démantèlement d'Ergenekon donne enfin le coup d'envoi à une opération « mains propres » en Turquie.

### **Feu vert de l'armée**

« Un tel réseau criminel a des extensions horizontales et verticales, parce que sans soutien économique et militaire derrière, une organisation ne peut pas commettre de tels crimes », estime Ergin Cinmen, un des avocats de la famille de Hrant Dink, le journaliste d'origine arménienne abattu en 2007. Dans le procès de ses meurtriers présumés, la partie civile réclame d'ailleurs que son assassinat soit versé au dossier Ergenekon. Avec les dizaines d'interpellations effectuées ce mois-ci, la structure du réseau présumé se dessine plus nettement. De nombreux suspects étaient en poste dans les provinces du Sud-Est à majorité kurde, où le Jitem, une cellule clandestine de la gendarmerie, est accusé d'avoir perpétré des centaines de meurtres au plus fort de la guerre civile dans les années 1990.

Enfin, l'institution militaire ne s'est jusqu'à présent pas opposée publiquement aux arrestations d'officiers en activité, parfois très haut placés. Ces dernières n'ont pu se faire sans le feu vert de l'armée, estiment tous les spécialistes. Et le chef de l'état-major, le général Basbug, et le premier ministre, M. Erdogan, sont convenus de se rencontrer désormais une fois par semaine.

---

### **Sources**

Source : Le Figaro, le 28.12.09